Le projet de budget 2012 qui vient d'être présenté vise essentiellement, du propre aveu du gouvernement, à préserver la note attribuée par les agences de notation à la France. Renonçant à augmenter les prélèvements sur ceux qui sont responsables et profitent de la crise, il sabre brutalement dans les dépenses utiles et porte de nouveaux coups au droit à l'éducation et à la santé. Encore faut-il préciser que les hypothèses retenues pour prétendre à une réduction du déficit public à 4,5 % du PIB sont tellement irréalistes qu'il faut craindre rapidement de nouveaux sacrifices.

Manifestons pour exiger du gouvernement des réponses à la hauteur des attentes du monde du travail.

TOUS ENSEMBLE, LE 11 OCTOBRE 2011
Manifestation départementale à Montpellier :
Départ à 14h30, place de Thessalie (Antigone)

Communiqué CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires
Montreuil, le 1er septembre 2011

Le gouvernement a annoncé le 24 août des mesures censées réduire « le déficit de la France ». Les organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires en dénoncent le caractère injuste et inéquitable. La facture est principalement supportée par les salariés et les consommateurs. Le gouvernement ne remet pas en cause les niches fiscales dont on sait qu'elles n'ont aucune efficacité économique et sociale. La contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités. Pour relancer la croissance, en respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités et maîtriser les déficits, une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le développement économique et social est incontournable. Cela suppose des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité. Cela appelle aussi des mesures urgentes :

- Abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.
- Mettre en oeuvre la taxe sur les transactions financières.
- Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.
- Soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et réouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes. Les organisations syndicales estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir.